

Mur

L'exécutif doit trouver 20 milliards d'économies en 2025, en taillant essentiellement dans les dépenses publiques. Un chiffre considérable.

Marc Vignaud

IL VA DONC DEVOIR FAIRE 20 MILLIARDS d'économies en 2025. Un mur budgétaire assez inédit, qui représente environ 0,7 point de PIB. François Hollande avait fourni un effort budgétaire bien plus élevé en 2013, de l'ordre de 1,4% du PIB, mais l'ancien président socialiste avait quasi exclusivement actionné le levier des hausses d'impôts. Cette fois, Emmanuel Macron et Bruno Le Maire promettent de tailler, essentiellement, dans les dépenses.

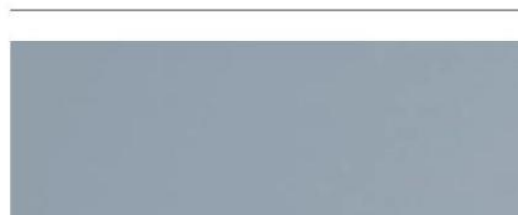
Vingt milliards sur plus de 1600 milliards de dépenses publiques, cela représente 1,25% du total. « Sur le papier, on peut trouver ces économies. Mais dans le contexte économique et social actuel, sans majorité au Parlement, je ne vois pas très bien comment le gouvernement pourrait y arriver », soupire François Ecalle. Cet ancien magistrat de la Cour des comptes a dirigé la rédaction des rapports sur les finances publiques pendant des années.

Que faudrait-il faire pour trouver une telle somme? Nous nous sommes essayés à répondre à cette question. L'exercice est évidemment très théorique. Le gouvernement n'ayant pas révélé

La décision prise par Emmanuel Macron et Bruno Le Maire de revaloriser les pensions de base de 5,3% en 2024 (avec retard) a coûté environ 14,5 milliards. Désindexer les pensions de base servies par les régimes de retraite, dont le montant tourne autour de 260 milliards d'euros, rapporterait 5,2 milliards sur la base d'une inflation attendue à 2% en 2025 dans le programme de stabilité gouvernemental. Ce chiffre intègre le minimum vieillesse.

D'autres prestations sociales que les retraites peuvent être désindexées de l'inflation. Ça peut être le cas des allocations logement ou familiales. Les prestations familiales et les aides au logement représentaient plus de 28 milliards en 2022, selon le ministère du Logement. Un gel rapporterait 560 millions pour une inflation à 2%. Dans la même veine, un responsable de la majorité à l'Assemblée cite, lui, la possibilité de ne pas revaloriser le barème de l'impôt sur le revenu sur l'inflation.

L'exécutif réfléchit aussi à diminuer la prime exceptionnelle de 6 000 euros versée aux entreprises au titre de l'apprentissage. Un



t rapport de l'économiste Bruno Coquet a mon-
2 tré qu'elle avait coûté très cher et beaucoup
- profité à des jeunes qui auraient de toute fa-
2 çon trouvé du travail à l'issue de leurs études
2 supérieures. Lors de l'examen du budget
, 2024, plusieurs députés de la majorité avaient
- déposé un amendement pour supprimer
2 l'aide pour les entreprises de plus de 250 sala-
2 riés lorsque l'apprenti prépare un diplôme de
- niveau supérieur à bac +2. Il avait été rejeté. Il
- aurait permis de dégager, selon leur évaluation,
1 725 millions.

3 **Exonérations.** L'exécutif a par ailleurs
3 promis de tailler dans les « aides aux entre-
l prises » qui atteignent des montants considé-
i rables, même si elles compensent des prélè-
1 vements qui le sont tout autant. Sur le crédit
2 d'impôt recherche, qui coûte désormais près
2 de huit milliards par an, « on pourrait trouver
1 deux milliards », estime François Ecalle. « Il
2 a longtemps été justifié par le fait que l'impôt
2 sur les sociétés était de 33%. L'IS est désor-
1 mais de 25% et les impôts de production ont

été baissés », pointe-t-il. « Le public croit que le
crédit d'impôt recherche est une affaire d'ingé-
nieurs ? En réalité, il s'agit de faire monter des
dossiers par des avocats », dénonçait récem-
ment Bruno Grandjean, le patron de l'ETI in-
dustrielle Redex, dans nos colonnes.

Dans un rapport parlementaire, les
députés Renaissance et PS Marc Ferracci et
Jérôme Guedj proposent de supprimer les
exonérations de cotisations patronales pour
les salaires supérieurs à 2,5 smic, jugées peu
efficaces. De quoi rapporter 1,6 milliard par
an. Compte tenu de la masse salariale des
trois fonctions publiques, de 222 milliards
en 2022, un gel du point d'indice des fonc-
tionnaires dégagerait, lui, 4,4 milliards avec
une inflation à 2%. Enfin, si l'ensemble des
administrations publiques coupaient 1% de
leurs dépenses de fonctionnement (consom-
mations de biens et services courants), cela
rapporterait 1,3 milliard. Une liste théorique,
mais qui donne une idée de l'ampleur du défi
à relever par l'exécutif.

@mvignaud X